

Éléments du contrat de travail

justifiant une demande de carte de séjour Passeport Talent « Salarié en mission » « exercice d'une activité salariée »
(Art. L.313-20 -3° du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile -CESEDA-)

IMPORTANT : Article L.8256-1 du code du travail : le fait de se rendre coupable de fraude ou fausse déclaration pour obtenir, faire obtenir ou tenter de faire obtenir à un étranger le titre mentionné à l'article L.8251-1 est puni d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 3000 €.

Salarié

Nom (s) de famille :	Nom (s) de naissance :
Prénom (s) :	Sexe M <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> Nationalité :
Né (e) le : <i>jj/mm/aaaa</i> à	Pays :
Passeport : <i>Numéro</i> délivré le : <i>jj/mm/aaaa</i> expirant le : <i>jj/mm/aaaa</i> par :	
Date de conclusion du contrat de travail en cours avec l'employeur étranger : <i>jj/mm/aaaa</i>	
Emploi ou fonction exercé :	
Diplôme	ou expérience professionnelle : Durée : <i>00</i> an (s) <i>00</i> mois

Éléments du contrat de travail en France

Emploi occupé :	qualification * :
Temps complet <input type="checkbox"/> temps partiel <input type="checkbox"/> : <i>0000</i> heures et <i>00</i> centièmes / annuel <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/>	
Contrat à durée indéterminée : début prévisible le : <i>jj/mm/aaaa</i>	
Contrat à durée déterminée : début prévisible le : <i>jj/mm/aaaa</i> durée prévue : <i>jj/mm/aa</i>	
Salaire brut hors avantage en nature : <i>0000000,00</i> € / annuel <input type="checkbox"/> mensuel <input type="checkbox"/>	
Avantages : Logement : <i>0000,00</i> € / mois ; Autres : <i>0000,00</i> € / mois / nature :	
*Selon la convention collective applicable n° IDCC : <i>00000</i> intitulé :	
Activité réglementée : <i>Intitulé</i>	Formalité :
auprès de :	le : <i>jj/mm/aa</i> N° :

Employeurs

Groupe ou entreprise étranger : site internet du groupe : <i>www</i>		
Entreprise Etrangère : société mère <input type="checkbox"/> société filiale <input type="checkbox"/> succursale <input type="checkbox"/>		
Dénomination :	registre :	n° <i>enregistrement</i>
Adresse :	Ville :	
Pays :		
Entreprise Française : société mère <input type="checkbox"/> société filiale <input type="checkbox"/> succursale <input type="checkbox"/>		
N°SIRET de l'établissement : <i>00000000 00000</i> Activité (NAF) : <i>00.00A</i>		
Dénomination ou raison sociale :		
Adresse :		
Code postal : <i>00000</i> Commune :		
Activité réglementée : <i>Intitulé</i>	Formalité :	
auprès de :	le : <i>jj/mm/aa</i> N° :	

IMPORTANT : L'employeur signataire est informé qu'il doit s'acquitter de la taxe employeur (Art. L.311- 15 et D.331- 18-3 du CESEDA) après délivrance du titre du séjour au salarié selon les modalités décrites au verso de ce formulaire. L'administration pourra lui demander de justifier du respect de cette obligation.

Nom	Prénom
Qualité	reconnais être informé du montant de la taxe employeur à acquitter,
Fait à :	le <i>jj/mm/aa</i> Signature et cachet

Éléments du contrat de travail

justifiant une demande de carte de séjour Passeport Talent « Salarié en mission » « exercice d'une activité salarié (Art. L.313-20 -3° code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile -CESEDA-)

ACQUITTEMENT DE LA TAXE EMPLOYEUR**Etablissement ou service de gestion de la taxe employeur**

Elle est due après délivrance du titre du séjour (Art. [L.311-15](#) et [D.331-18-2](#) du CESEDA). la taxe employeur est perçue par l'Office Français d'Immigration et d'Intégration (OFII) jusqu'au 31 décembre 2016.

Etablissement ou service : *Dénomination*Siret : *0000000000000*Contact : *NOM prénom*

Fonction :

téléphone : *00 00 00 00 00*

Courriel :

Adresse :

Complément :

Code postal : *00000* Commune :

Ce formulaire doit être joint à la demande de visa ou de titre de séjour présentée par le ressortissant étranger avec les pièces ou documents justificatifs prévus par le titre II de l'arrêté du 28/10/2016)

<http://www.legifrance.gouv.fr>.

- Un extrait à jour du Kbis de l'entreprise du groupe ou de son établissement accueillant l'étranger en France,
- Attestation de versement des cotisations et contributions sociales et, le cas, échéant, à la caisse de congés payés,
- Une lettre détaillant les fonctions exercées et l'objet de la mission à effectuer,
- Le cas échéant, justification de l'exercice de l'activité soumise à des conditions réglementaires spécifiques,
- Le cas échéant, le mandat autorisant, une personne morale ou privée établie en France à accomplir les démarches administratives en son nom et pour son compte.